



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITEE

A/C.2/46/L.2  
2 octobre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-sixième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 84 b) de l'ordre du jour

### ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE : PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua  
et Panama : projet de résolution

Incorporation du Panama au Plan spécial de coopération  
économique pour l'Amérique centrale

L'Assemblée générale,

Considérant que, par sa résolution 42/231 du 12 mai 1988, elle a approuvé le Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale 1/,

Rappelant que, par sa résolution 25-90 du 18 octobre 1990, la Réunion des vice-présidents de l'Amérique centrale - mécanisme suprême de coordination interrégionale du Plan spécial - a décidé de réitérer l'appel au peuple et au Gouvernement de la République du Panama, pour qu'ils entreprennent, dans les délais de leur convenance, les mesures visant à leur intégration totale,

Rappelant également que, par sa résolution 45/231 du 21 décembre 1990, elle a décidé de prolonger le Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale d'une nouvelle période de trois ans à compter de 1991,

Rappelant en outre qu'au paragraphe 6 de la Déclaration de San Salvador, en date du 17 juillet 1991, les présidents des pays d'Amérique centrale se sont félicités de la décision prise par le Gouvernement panaméen de participer activement et pleinement au processus d'intégration de l'Amérique centrale,

---

1/ A/42/949, annexe.

Consciente du fait que, depuis le début de la mise en oeuvre du Plan spécial, la République du Panama a participé, sur l'invitation des gouvernements de la région, aux programmes et projets en cours d'exécution et de programmation en Amérique centrale,

Reconnaissant que la République du Panama maintient une participation constante à tous les mécanismes interrégionaux de coordination et de décision du Plan spécial, à savoir l'instance des ministres responsables et l'instance des vice-ministres responsables, ainsi que les instances ministérielles sectorielles et les autres instances collectives de coordination interrégionale,

Décide d'approuver l'incorporation de la République du Panama, en qualité de membre officiel et à part entière, au Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale de l'Organisation des Nations Unies.

-----